



# Agir aujourd'hui sur le long terme

## Rapport de la Commission Oxford Martin pour les générations futures

Octobre 2013

### Membres de la Commission:

Président : M. Pascal Lamy, ancien Directeur général, Organisation mondiale du Commerce

Mme Michelle Bachelet, ancienne Présidente du Chili, ancienne directrice exécutive d'ONU Femmes

M. Lionel Barber, rédacteur en chef du "Financial Times"

M. Roland Berger, président de Roland Berger Strategy Consultants

Ian Goldin, directeur de l'Oxford Martin School, professeur, spécialiste des questions de mondialisation et développement, Université d'Oxford (vice-Président)

Mme Arianna Huffington, présidente et rédactrice en chef de Huffington Post Média Group

MM. Mo Ibrahim, président du directoire de Mo Ibrahim Foundation

Luiz Felipe Lampreia, ancien ministre des Affaires étrangères du Brésil

Liu He, ministre, groupe directeur sur les affaires économiques et financières du Comité central du parti communiste de la République populaire de Chine

Kishore Mahbubani, doyen et professeur de politique publique appliquée à la faculté de politique publique Lee Kuan Yew de l'Université nationale de Singapour

Trevor Manuel, ministre et président de la Commission nationale de planification (Afrique du Sud)

Mme Julia Marton-Lefèvre, directrice générale de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

MM. Nandan Nilekani président de l'UIDAI (organisme chargé du projet de "numéro d'identification unique"), ancien président-directeur général d'Infosys

Chris Patten, président honoraire de l'Université d'Oxford, président de BBC Trust

Peter Piot, directeur, Faculté d'hygiène et de médecine tropicale de Londres, ancien directeur exécutif de l'UNAIDS

Martin Rees, ancien président de la Royal Society, membre honoraire du Trinity College (Université de Cambridge)

Amartya Sen, Prix Nobel, professeur d'économie et philosophie, titulaire de la chaire Thomas W. Lamont, Université d'Harvard

Nicholas Stern, président de l'Académie britannique, professeur d'économie, titulaire de la chaire IG Patel, London School of Economics

Jean-Claude Trichet, ancien président, de la Banque centrale européenne, ancien gouverneur de la Banque de France

Les membres de la Commission ont agi en leur nom propre. Ils ont été sélectionnés pour l'étendue de leur expertise, leur haut niveau de compétence, leur influence dans des régions particulières et leur longue expérience des postes de direction, acquise dans de grandes organisations, des négociations multilatérales, des institutions clés nationales ou mondiales.

Ce rapport est une synthèse des points de vue de l'ensemble de la Commission et ne reflète pas forcément les opinions personnelles de chacun de ses membres ou des organisations auxquelles ils sont affiliés.

Le secrétariat de la Commission Oxford Martin était dirigé par Nathalie Day (coordinatrice de la politique), avec l'aide d'Anushya Devendra (responsable de la communication et de la politique) et du Dr Travers McLeod (conseiller politique). Ce rapport a été publié par la Oxford Martin School.

# Executive Summary

La Commission Oxford Martin estime que tandis que le monde se remet progressivement d'une crise financière dévastatrice, il est temps de tirer les leçons de cette période d'instabilité et de réfléchir au moyen d'éviter de nouvelles crises. La Commission s'inquiète de la poussée du court-termisme dans les politiques actuelles et de l'incapacité générale à surmonter les blocages qui sapent les tentatives de relever les principaux défis à venir. Les auteurs de ce rapport appellent les responsables politiques à dépasser leurs préoccupations immédiates pour s'atteler aux problèmes qui détermineront notre avenir et celui des générations futures. M. James MARTIN, fondateur de l'Oxford Martin School estime que l'humanité se trouve à la croisée des chemins : le siècle qui commence pourrait être le meilleur ou le pire de notre histoire. Tout dépendra de notre capacité à repérer et saisir les opportunités extraordinaires qui se présentent mais aussi à composer avec des risques et des incertitudes sans précédent.

Le rapport définit ces défis, explique comment les relever et formule des recommandations concrètes. La Commission suggère également un programme d'action sur le long terme. Son argumentation en faveur d'un passage à l'action se développe en trois parties. La première, Avenir possible décrit les principaux facteurs de changement et explique comment résoudre les problèmes centraux du XXI<sup>e</sup> siècle. Puis, dans Avenir responsable, la Commission s'inspire de cas dans lesquels les obstacles à l'action ont été levés et tire des leçons des initiatives couronnées de succès. Elle s'intéresse ensuite aux éléments qui dans les sociétés, à l'échelle nationale ou mondiale, entravent le progrès. Enfin, dans Avenir concret, elle établit des principes d'action et donne des exemples qui illustrent comment bâtir un avenir durable et résistant aux crises, dans lequel chacun aura sa place.

La partie A, Avenir possible, liste certaines mégatendances interconnectées et les regroupe sous sept intitulés : démographie (populations nombreuses et vieillissantes), mobilité (urbanisation et classe moyenne en expansion), société (inégalités et chômage), géopolitique (évolution des équilibres de puissance), viabilité (insécurité liée aux ressources), santé (réduction de l'impact des maladies) et technologie (révolution de l'information et de la communication). Ces mégatendances, qui touchent le monde entier, rendent les défis existants plus rudes et en font apparaître de nouveaux.

La Commission distingue cinq catégories de défis issus de ces mégatendances et susceptibles de modifier notre avenir :

1. **Société**: Comment la croissance et le développement peuvent-ils être plus durables et profiter au plus grand nombre?
2. **Ressources**: Comment mieux protéger les ressources alimentaires, énergétiques, hydriques et la biodiversité?
3. **Santé**: Comment les infrastructures et les pratiques de santé publique peuvent-elles satisfaire les besoins de chacun?
4. **Géopolitique**: Comment l'évolution des équilibres de puissance peut-elle déboucher sur de nouvelles formes de coopération?
5. **Gouvernance**: Comment les entreprises, les institutions et les gouvernements peuvent-ils contribuer à rendre la croissance plus durable et à en faire bénéficier plus de personnes?

Le rapport mentionne les éléments de solution déjà connus. Il fixe également de nouveaux objectifs en termes de croissance et d'emploi et insiste sur l'emploi des jeunes travailleurs et les structures de travail flexibles. L'importance de la transparence autour des ressources et celle du partage de l'information y est aussi rappelée, tout comme les mesures de lutte contre le changement climatique. Elle insiste en outre sur certains objectifs : lutter contre les maladies non transmissibles, pallier les failles des systèmes publics de santé, appliquer les bonnes pratiques et coopérer de manière constructive avec l'industrie pharmaceutique. Chaque pays est appelé à définir des intérêts communs, moderniser ses institutions et se munir d'une capacité de cybersécurité pour s'adapter aux transitions en cours dans la politique internationale. Une meilleure gouvernance serait à cet égard utile, surtout si la technologie est utilisée de manière innovante, si les indicateurs sont améliorés et si les entreprises investissent à nouveau sur le long terme.

Dans la partie B, Avenir responsable, la Commission étudie les facteurs historiques de changement radical, notamment les crises, les intérêts communs, l'esprit d'initiative, l'intégration du plus grand nombre, les institutions et les réseaux, les partenariats mais aussi les objectifs et les récompenses. Les campagnes pour la protection de la couche d'ozone ou contre le tabac ou encore le marché unique européen et les objectifs du Millénaire pour le développement sont autant d'exemple des progrès qui peuvent être réalisés quand des acteurs isolés unissent leurs forces. A l'opposé, la Commission se penche aussi sur des travers très négatifs de la politique actuelle, notamment la tragédie des biens communs, le manque de perspective et d'ambition intergénérationnelle, l'absence de vision mondiale et la poursuite d'intérêts étriqués. Partant de ce constat, cinq facteurs qui entravent les changements positifs sont désignés :

1. **Institutions**: Trop nombreuses sont celles qui peinent à s'adapter au monde hyperconnecté d'aujourd'hui.
2. **Temporalité**: Le court-termisme prévaut dans les cycles politiques et économiques malgré des exceptions convaincantes.
3. **Engagement politique et confiance des opinions**: La politique ne s'est adaptée ni aux nouveaux modes d'action ni aux nouveaux acteurs.
4. **Complexité croissante**: Les problèmes sont susceptibles d'empirer bien plus vite qu'ils ne peuvent être résolus.
5. **Biais culturels**: La mondialisation peut amplifier les différences culturelles et exclure des acteurs centraux.

La partie C, Avenir concret, est le programme d'action sur le long terme proposé par la Commission. Il s'articule autour de cinq principes, illustrés chacun par des exemples concrets. Certains s'inspirent de solutions possibles aux défis énoncés dans la partie A ; d'autres visent à contrebalancer les facteurs de changement énumérés dans la partie B mais aussi des facteurs politiques et culturels défavorables à un engagement sur le long terme. Elle présente des exemples de principes et de propositions conformes à l'intérêt des générations futures et pouvant permettre d'établir un projet commun sain, durable et ouvert. Ce programme d'action est établi ainsi:

1. **Coopérations innovantes** : Des partenariats multilatéraux vont être nécessaires pour surmonter les défis de notre siècle. La Commission en propose trois:
  - **C20-C30-C40**: une "Coalition active" associant des pays, des entreprises et des villes dans la lutte contre le changement climatique.
  - **CyberEx**: un nouveau dispositif d'alerte précoce pour aider les gouvernements, les sociétés et les particuliers à mieux saisir les "menaces communes" liées au monde virtuel.
  - **Fit Cities**: un réseau de villes pour contrer la progression des maladies non transmissibles.
2. **Institutions innovantes, ouvertes et modernisées** : Les institutions et les procédures doivent être réformées pour s'adapter au monde actuel. Pour ce faire, cinq règles sont suggérées:
  - **Agir sur des décennies, pas des journées**: mettre en place des institutions indépendantes et responsables, capables d'agir sur le long terme.
  - **S'adapter à l'objectif poursuivi**: introduire une clause de suspension dans le fonctionnement des institutions internationales publiquement financées pour garantir un examen régulier du travail accompli et des missions confiées.
  - **Promouvoir des politiques ouvertes**: s'inspirer d'initiatives comme l'Open Government Platform pour promouvoir de nouvelles formes d'engagement et la transparence.

- **Tenir compte des données chiffrées**: établir une base de données statistiques mondiale pour améliorer la fiabilité et la disponibilité des statistiques.
  - **Rendre la fiscalité transparente**: lutter contre l'évasion et les abus fiscaux grâce à un système volontaire d'échange d'informations fiscales et réglementaires.
3. **Repenser l'avenir**: La Commission estime que les dispositifs d'incitation institutionnels devraient être redéfinis de manière à éviter que les futures générations ne soient sacrifiées. Pour ce faire, quatre mesures sont envisageables:
    - **Inscrire l'activité économique dans une perspective de long terme**: s'assurer que les entreprises et les acteurs financiers accordent la priorité à la viabilité de leurs projets sur le long terme et voient au-delà des cycles d'évaluation quotidiens ou trimestriels.
    - **Refuser l'exclusion**: ne pas négliger les prochaines générations uniquement parce qu'elles viendront au monde après nous.
    - **Investir dans l'humain**: réallouer les subventions à effets pervers attribuées aux secteurs des hydrocarbures et de l'agriculture, au bénéfice des démunis.
    - **Mesurer l'efficacité sur le long terme**: créer un indice pour évaluer l'efficacité des responsables politiques nationaux, des entreprises et des institutions internationales sur la durée.
  4. **Investir dans les jeunes générations**: Il convient, selon la commission, de promouvoir une société mettant l'accent sur les principes d'intégration et d'autonomie, en particulier pour les jeunes générations. A cet égard, deux priorités devraient être fixées selon elle:
    - **Lutter contre la pauvreté à sa source**: rompre le cycle intergénérationnel de pauvreté par des mesures de protection sociale comme des programmes de subventions conditionnelles en espèces.
    - **Garantir un avenir aux jeunes gens**: les pays doivent investir dans des dispositifs pour protéger la jeunesse du chômage et du sous-emploi.

5. **Etablir une plateforme commune de dialogue**: A défaut de projet de société global, il est plus difficile de faire face aux problèmes mondiaux actuels. C'est pourquoi la Commission appelle à entamer un débat sur de nouvelles valeurs mondiales communes autour desquelles construire un projet de société viable.

La Commission se félicite des avancées remarquables réalisées ces dernières décennies. En effet, elle estime que dans l'ensemble, la population mondiale vit dans un environnement plus sûr et qu'elle est en meilleure santé, plus productive et plus ouverte à la coopération que jamais auparavant. Néanmoins, elle souligne qu'il reste encore beaucoup à faire. L'objectif d'Agir aujourd'hui sur le long terme est d'inciter au débat et à l'action. Les membres de la Commission disent d'ailleurs avoir hâte de coopérer avec les gouvernements, les entreprises, les OGN et la société civile pour mettre en œuvre ces idées et recommandations dans les mois et les années à venir. ●●



Oxford Martin School  
University of Oxford  
Old Indian Institute  
34 Broad Street  
Oxford OX1 3BD  
United Kingdom

Tel: +44 (0)1865 287430  
Fax: +44 (0)1865 287435  
Email: [info@oxfordmartin.ox.ac.uk](mailto:info@oxfordmartin.ox.ac.uk)  
Web: <http://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/>  
Twitter: <http://www.twitter.com/oxmartinschool>  
Facebook: <http://www.facebook.com/oxfordmartinschool>

ISBN: 978-0-9927411-1-2  
© Oxford Martin School, University of Oxford, 2013  
This report was designed and printed by Technique Print Group.



NonCommercial-NoDerivs 3.0 Unported License.

To view a copy of this license, visit <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/>

